

Face aux licenciements, accepter dès le départ de discuter de la question des reclassements, c'est se plier sous la loi capitaliste qui ne considère les travailleurs que comme une marchandise vendable avec les murs et les terrains de l'usine. C'est le droit de veto sur les licenciements que les travailleurs doivent imposer. C'est ainsi que les travailleurs de Lip ont mené leur lutte et ont vaincu.

Mais il est sûr qu'une telle bataille pour être menée avec succès exige une mobilisation des travailleurs à la dimension des problèmes posés dans leur entreprise. C'est en effet l'affirmation concrète du droit des travailleurs à contester l'autorité patronale. Reposant sur l'auto-organisation des travailleurs, c'est une manifestation concrète de la possibilité des travailleurs, lorsqu'ils sont suffisamment forts à imposer leur contrôle ouvrier sur la production.

## Nationalisation de l'industrie automobile sous contrôle ouvrier

La crise actuelle de l'automobile illustre quelques unes des données fondamentales de la concurrence entre capitalistes. Lorsqu'il n'y aura plus que deux capitalistes, il en restera toujours un pour vendre à l'autre la corde pour se pendre ! La contraction des marchés et la baisse effective du taux de profit entraînent une concurrence acharnée : les uns comme Citroën ou Daf sont achetés par les autres, Peugeot ou Volvo.

Dans ces conditions, l'incapacité fondamentale des capitalistes à satisfaire les revendications des travailleurs peut devenir une idée comprise par des milliers et des milliers de travailleurs.

Si les patrons sont incapables de fournir du travail, s'ils multiplient les licenciements et le chômage, s'ils ont besoin des fonds de l'Etat pour survivre : **c'est la question de l'expropriation des patrons qu'il faut poser.**

Ainsi, Michelin, non content d'exploiter les travailleurs et d'utiliser les services de la CFT et de ses polices privées, licencie des ouvriers par milliers. Avec l'aide de l'Etat, il récupère de l'argent frais en cédant usines et salariés à son collègue Peugeot. Michelin pourra ainsi se concentrer sur le marché mondial du pneumatique.

Puisque, ni Michelin, ni Peugeot ne garantissent l'emploi, aujourd'hui, à Citroën, c'est au « patron des patrons » que les travailleurs doivent s'adresser. Ils doivent exiger du gouvernement la garantie de l'emploi en revendiquant qu'il nationalise l'entreprise sans indemnité ni rachat aux anciens propriétaires. Le comble serait en effet que Michelin profite d'une telle situation pour récolter de l'argent supplémentaire.

Lorsque Giscard et Chirac ont organisé le marchandage Citroën, Michelin, Peugeot, les organisations réformistes ont apporté une réponse à deux niveaux : d'une part des propositions de lutte timides, d'autre part